

Motion : Pour un autre baccalauréat.

Pour la première fois cette année, les épreuves de spécialités se sont tenues en mars – et même dès février pour certains enseignements de spécialité – conformément au calendrier imaginé et imposé par les concepteurs de la réforme du lycée. À l'issue de cette expérience, et alors que les épreuves du « Grand Oral » viennent de s'achever, les enseignant.es de la communauté éducative Claude Monet peuvent apprécier les effets délétères qu'engendre la réforme du Baccalauréat initié en 2019 et son organisation :

- en septembre, certains enseignements ont commencé avant de voir le calendrier changer fin octobre et les programmes être modifiés (à la marge) début novembre,
- les élèves ont dû mener de front préparation, souvent précipitée, des épreuves et vœux Parcoursup,
- en terminale, les épreuves de spécialités passées en mars, les élèves ont eu du mal à se remobiliser (avec un taux d'absentéisme important jusqu'aux vacances d'avril), et les professeurs à donner du sens à leurs enseignements. L'invitation à « préparer les élèves au supérieur » s'est révélée peu réaliste alors que des élèves attendaient les résultats de Parcoursup pour se projeter, tandis que d'autres avaient choisi des filières parfois très différentes et aux exigences variées,
- il est souvent difficile d'évaluer les copies tant il est évident qu'elles sont aussi le reflet des conditions dégradées de préparation de l'examen ; c'est pourquoi les jurys sont encore invités à faire « preuve de bienveillance » pour ne pas pénaliser les élèves qui n'y sont pour rien – cette « bienveillance » confinant parfois au laxisme et les résultats perdant de leur sens,
- l'organisation sur deux jours de l'épreuve d'une même spécialité conduit inmanquablement à une inégalité des candidats et candidates face à l'examen, car il est impossible de concevoir deux sujets de même niveau de difficulté – ce qui ne peut que susciter méfiance et frustration,
- parallèlement, cette organisation constitue un travail considérable en termes de secrétariat dans les établissements, et augmente d'autant plus les risques de problèmes locaux,
- aussi, comme nous les craignons, les cours supprimés puis perturbés (pour révisions, réunions, passations, corrections) pendant parfois près de 3 semaines affectent les autres niveaux aussi, rompant les progressions pédagogiques, rendant impossibles les projets et déstabilisant sans cesse les groupes.
- enfin, on ne peut que regretter l'isolement de l'ultime épreuve écrite en juin, pourtant présentée comme « l'épreuve reine » (J.M. Blanquer), qui se trouve vidée de son sens, dès lors que les résultats du bac et de Parcoursup sont déjà connus par les candidats, pour une très large part d'entre eux (80% environ). Les appréhensions sur la qualité des copies que nous avions avant et au moment des épreuves se sont confirmées lors des corrections.

Ainsi, et comme nous le redoutions, ce n'est pas seulement l'année de terminale qui est sacrifiée au nom de l'impératif Parcoursup, mais l'ensemble de la scolarité du lycée qui devient tendue et chaotique, mettant en péril la sérénité nécessaire à la formation des adolescent.es et jeunes adultes.

C'est pourquoi nous réaffirmons que pour assurer un vrai droit d'accès à l'éducation pour toutes et tous :

- il est indispensable de réinvestir massivement dans l'enseignement supérieur pour que les élèves y trouvent leur place,
- qu'en terminale, nous revenions à un examen national et terminal avec des épreuves en juin pour que le lycée redevienne un lieu d'apprentissages, de formation et d'émancipation,
- que Parcoursup prenne place plus tard dans l'année afin de tenir compte des épreuves nationales, seules garantes d'une équité de traitement.